

Jean Renard

CESTAN - UNIVERSITÉ DE NANTES
ESO UMR 6590 CNRS

Avertissement

Ces quelques pages sont nées de la demande de Raymonde Séchet, directrice de l'UMR 6590 Espaces géographiques et sociétés. Elle a proposé aux quatre auteurs du manuel de Géographie sociale (Armand Frémont, Jacques Chevalier, Robert Hérim, et moi-même) d'intervenir en fin du colloque qui s'est tenu à Rennes du 21 et 22 octobre, intitulé « Espaces et sociétés aujourd'hui, la géographie sociale dans les sciences sociales et dans l'action ». Elle nous invitait à donner notre sentiment sur ce qu'était devenue la géographie sociale en 2004 au regard du contenu du manuel de 1984.

N'ayant pu lire que les résumés des communications, et n'ayant pu suivre que trois ateliers du colloque sur huit, il m'est difficile de porter un jugement de fond.

Aussi, les quelques réflexions qui suivent n'ont pas d'autre prétention que d'apporter un témoignage. Elles reprennent et développent le bref exposé oral de la fin du colloque.

POURQUOI ET COMMENT EST NÉ LE PROJET DE PRÉCIS DE GÉOGRAPHIE SOCIALE ?

L'ouvrage¹ de 1984, paru chez l'éditeur Masson, était le fruit et le résultat d'une longue pratique antérieure, et de réflexions collectives. Il n'est pas né du hasard. Il était la traduction d'un état des lieux de la géographie et de la société française à la fin des années soixante-dix.

C'est Armand Frémont qui en a eu l'idée, suite à l'aventure collective de l'Action Thématique programmée (ATP) de l'observation du changement social et culturel (OCSC), vaste programme du CNRS en sciences sociales qui avait mobilisé, à la fin des années soixante-dix, de nombreux chercheurs sur la France entière à partir de sites localisés, choisis en connaissance de

cause. Dans l'Ouest, Armand Frémont en a été l'animateur et nous y avons tous les quatre activement participé. Les actes, publiés sous la forme d'une collection de plus de vingt volumes, traduisent l'effervescence née de cette pratique collective associant géographes, sociologues, économistes et historiens. Je renvoie à ces analyses, en particulier à l'ouvrage *L'Ouest bouge-t-il?* pour ce qui concerne les conclusions tirées des observations faites au long de quatre années sur une série de sites localisés, dont le Domfrontais, le canton de Saint-Fulgent, les usines des Batignolles à Nantes, etc.

L'ouvrage dont nous nous sommes partagé la rédaction s'inscrivait dans l'air du temps. Il y avait alors, et ce n'était pas le fait du hasard, à la fois une remise en cause des certitudes de la géographie telle qu'elle était alors pratiquée, mais aussi une effervescence politique et sociale manifestée par les élections législatives de 1978 et l'arrivée de la Gauche au pouvoir en 1981.

Parallèlement à la rédaction du manuel se tenait le colloque de Lyon de 1982 qui avait réuni près de 130 chercheurs autour de la thématique de la géographie sociale, premier manifeste de reconnaissance en quelque sorte du courant créé autour du sigle de la géographie sociale.

C'était aussi l'ouvrage publié à l'occasion du congrès de Paris de l'UGI en 1984 par un certain nombre de contestataires de la géographie officielle, présenté hors des lieux du congrès, sous le titre *Sens et non-sens de l'espace : de la géographie urbaine à la géographie sociale*, qui affirmait explicitement « le nécessaire renversement des rapports explicatifs entre espace et société ». C'était encore la publication du n° 0 de *Géographie sociale* en 1982, qui était la revue de la future Equipe de recherche associée (ERA) du CNRS baptisée « Espaces géographiques et sociétés localisées dans l'ouest de la France », créée officiellement en 1983, et qui deviendra plus tard Unité associée (UA), Unité de recherche associée (URA), puis Unité mixte de recherche (UMR). Le contenu des rubriques de ce numéro 0 devrait faire réfléchir en cette fin d'année 2004. Je les rappelle pour les plus jeunes : comporte-

1- FRÉMONT A., CHEVALIER J., HÉRIN R., RENARD J., 1984, *Géographie sociale*, Paris, Masson, 386 pages

ments, sociétés localisées, structures urbaines, sources et méthodes. Personnellement, je regrette que l'on ne se soit pas plus systématiquement tenu à ces rubriques. Sur la durée, elles auraient donné sens à notre ambition de recherche, la géographie sociale se singularisant dans la géographie humaine par son champ, ses sources et ses méthodes.

C'était enfin le premier colloque de notre équipe qui se tiendra à Angers sur « les dynamiques urbaines et les croissances périphériques » en 1984. D'autres allaient suivre et alimenter les numéros de la revue *Géographie sociale* dont il faudrait aujourd'hui écrire et décrire les avatars. Nous n'avons pas su ou pu alors en faire une véritable revue nationale. Cet instrument nous manque aujourd'hui pour diffuser les analyses et concepts de la géographie sociale. À cet égard, la géographie culturelle a su se doter d'une revue, au même titre que les géographes de l'analyse spatiale ou ceux du courant de géopolitique. Certes, aujourd'hui, alors que toutes les revues sont en crise, le temps n'est plus de la renaissance d'un tel instrument. À nous de faire valoir dans les revues existantes nos analyses.

Ce temps de l'ancrage de la géographie sociale autour des équipes de géographes des universités de l'Ouest s'est accompagné d'une tentative d'élargissement à des acteurs sociaux, je pense en particulier aux CEAS des départements de Mayenne et de Vendée, directement en prise sur la demande sociale, ou encore aux enseignants du secondaire lors des travaux sur les retards scolaires initiés par Robert Héryn, et également aux syndicalistes agricoles avec Nicole Croix et d'autres.

Cette tentative d'associer les acteurs sociaux et de diffuser les analyses au-delà du public universitaire afin de faire reconnaître l'intérêt et la justesse de la géographie sociale, était implicitement l'un des objectifs des auteurs du précis de 1984. Je laisse à d'autres le soin de dire si l'essai a été une réussite.

L'ouvrage baptisé *Géographie sociale* ne se comprend et ne s'explique que dans et par cet environnement de recherche que je viens très rapidement de résumer.

Il se comprend également par l'air du temps. On sortait en France des Trente glorieuses, c'est-à-dire d'un temps où du haut en bas de l'échelle sociale, l'espoir d'une promotion était possible et, d'une période

où les conditions matérielles des ménages s'étaient considérablement améliorées, tandis que la croissance des emplois en ville absorbait l'exode des ruraux.

Mais c'était aussi le temps de l'apparition des casures sociales au sein de groupes jusqu'alors bien structurés et identifiés qui étaient remis en cause par l'effet de mobilité. Il suffit de se souvenir des ruptures des unités syndicales et des pertes de repère des notions de classe.

Or la géographie dite classique ne se préoccupait guère de ces évolutions brutales du corps social, elle se complaisait dans l'examen des rapports entre nature et société.

Rappelons-nous pour mémoire qu'en 1981 la commission de géographie du CNRS avait refusé notre projet, et que les géographes de Rennes et de Brest n'avaient pas voulu participer à l'ATP du changement social, laissant le champ libre aux seuls économistes.

COMMENT PRATIQUIONS-NOUS ALORS LA GÉOGRAPHIE SOCIALE ?

Si j'ai bien compris ce que d'éminents collègues ont bien voulu dire de mes premiers travaux et en particulier de ma thèse sur les campagnes nantaises, j'ai fait de la géographie sociale sans le savoir!

En fait l'intérêt pour les configurations du social est né, pour ma part, de la nécessité de comprendre la société rurale des marges armoricaines. Et pour la comprendre, il me fallait savoir à qui appartenait le foncier, clef des rapports sociaux et des héritages d'une longue histoire culturelle. C'est par ces rapports fonciers que j'ai abordé les faits et les indicateurs sociaux. Il en est résulté la révélation d'une combinaison entre les différents indicateurs (démographiques, comportementaux, héritages et pratiques) dont l'enchaînement et la logique faisaient système.

Sinon, j'aurais pratiqué une banale géographie régionale et rurale à tiroirs. Élève de Pierre George, j'avais suivi ses cours et lu le petit opusculé paru en 1959 à l'ENS de Saint-Cloud dans lequel quelques jeunes géographes, dont Armand Frémont, présentaient leurs travaux sur le foncier. Jusqu'alors les études agraires occultaient cette approche, sauf la petite étude lumineuse de Michel Rochefort de 1953 sur les campagnes de la région d'Autun.

Si l'on recherche les origines, les filiations et les

références, c'est dans cette sensibilité aux questionnements de justice sociale qu'il faut aller. Il y avait reconnaissance d'une traduction spatiale des disparités sociales.

Implicitement, c'était aussi poser la question de la primauté à retrouver entre appartenance sociale (l'effet de classe) et appartenance spatiale (l'effet de lieu et de culture). Est-ce que c'est parce que l'on est d'un même territoire que l'on doit partager les mêmes identités et les mêmes idéaux? Tous Vendéens donc tous d'accord! ou encore Breton d'abord!

Ce questionnement, on le sait, ressurgit aujourd'hui avec le retour des pays, et j'ai écrit là-dessus il y a quelques années, sur ce retour ambigu d'une vieille notion géographique instrumentalisée.

Ces réflexions sur les questions de société ou les facteurs sociaux s'appuyaient alors sur des recherches empiriques localisées à partir du dépouillement systématique de sources hors du champ des statistiques banales de l'INSEE. C'est aussi ce qui faisait, je crois, l'originalité et la richesse des travaux publiés dans les années soixante-dix. Que ce soit le dépouillement des cadastres sur des départements entiers, l'examen des déclarations fiscales, l'analyse des registres des retards scolaires, le dénombrement des permis de construire ou des taxes d'habitation, les résultats des élections par commune, par quartier ou îlot, et de bien d'autres sources.

Nous avons ainsi, les uns et les autres, engrangé des données en nombre considérable. Et mon regret est que ces sources relevées manuellement, pour l'essentiel, n'aient pas été cataloguées, archivées et regroupées. Il y a eu un immense gâchis et une mémoire perdue. Ce fut vrai aussi des travaux sur les sites de l'ATP. C'est scientifiquement une faute élémentaire que nous payons aujourd'hui. Si je peux donner un conseil aux plus jeunes, il faudrait porter l'effort là-dessus. Qu'on le veuille ou non la mémoire et le temps long sont des éléments essentiels aux explications en géographie des sociétés.

Dans ces années soixante et soixante-dix, qui ont été nos années d'apprentissage, nous ne disposions pas de la masse des données d'aujourd'hui. Je me souviens qu'en 1965, j'étais le seul chercheur à venir traiter à la direction régionale de l'INSEE de Nantes les données du recensement de 1962. Quant au recensement agricole, celui de 1955, personne n'avait jeté un regard

sur les fichiers, et ma demande a surpris le responsable du service statistique (Jacques Floch, devenu depuis député et ministre!) dont je partageais le bureau pour mes dépouillements, faute de place dans les locaux de la DDAF. En définitive les seules données fiables dont nous disposions en géographie humaine, concernaient la démographie, elles expliquent la part qui leur était consacrée.

Nos méthodes de recherche dans ces années soixante étaient dictées par l'absence de travaux antérieurs de fond. Les analyses régionales existantes étaient des descriptions plus littéraires que véritablement scientifiques. Par exemple en Vendée, outre l'ouvrage de Fontenelle de la Vaudoré du milieu du XIXe siècle, et l'ouvrage de J. Martin sur l'enquête agricole de 1929, je n'avais à ma disposition que le petit ouvrage de M. Gautier (l'inspecteur d'Académie) de 1949, et les livres de Jean Yole et de Louis Chaigne, deux hommes de lettres de qualité et érudits locaux, dont la sensibilité conservatrice éclatait à chaque page. Quant à la Loire-Atlantique, c'était le désert, en dehors de quelques rares articles sur des espaces localisés et de deux remarquables enquêtes, l'une de R. Dumont de 1956, sur l'orientation et la modernisation agricoles de la Loire-Atlantique et de la Vendée, l'autre du groupe Économie et Humanisme de Lyon, sous la responsabilité de Caillot, en 1962, consacrée à l'avenir des deux départements. Ces deux analyses, décoiffantes pour les élus et les responsables locaux, ayant été rapidement interdites de diffusion. On devait compter sur les doigts d'une main les travaux de type DES (l'actuelle maîtrise) utilisables pour aller plus loin dans les analyses! La bibliographie était vite bouclée. Il en allait de même pour les manuels de géographie. Une fois lu, A. Demangeon et De Martonne, M. Sorre et P. George, on avait fait le tour. La première édition du *Précis de géographie humaine* de M. Derruau date de 1961.

Bibliographie sommaire, statistiques indigentes, cartographie uniquement manuelle qu'il fallait élaborer sans connaissance graphique et sémiologique, tels étaient nos outils, nous étions au temps de l'artisanat. Il fallait donc se construire nos banques de données, pour ma part, ce fut la constitution de fiches manuscrites, tant sur les propriétés foncières de deux départements que la répartition des exploitations par taille et mode de faire-valoir. J'ai conservé l'intégralité des premières, les secondes, confiées à une doctorante, ont brûlé avec sa

maison! Ceci explique notre goût pour les enquêtes qualitatives de terrain, et dans le domaine rural les recherches sur les origines et les évolutions historiques tant des paysages que des structures foncières.

Voilà résumé en quelques lignes le pourquoi et le comment de mon engagement dans la géographie sociale. Pour ma part, ce n'était que faire de la bonne géographie humaine à considérer l'exemple de mes maîtres d'alors. Il s'agissait tout simplement de mettre en avant dans la compréhension du réel, et en particulier des répartitions et des configurations sociales, les facteurs et indicateurs explicatifs ou révélateurs. Encore fallait-il choisir les plus pertinents et en montrer les interactions et rétroactions entre eux. À cet égard, des analyses paysagères ordonnées et raisonnées n'étaient pas superfétatoires, elles éclairaient les choses. Il en allait ainsi de l'examen à grande échelle de la structure foncière duale des réalités agraires des bocages, autour de la trilogie du château, de la métairie et de la borderie de village.

En quelque sorte, et je parle de mon parcours personnel, ce n'est que plus tard, après ces analyses empiriques nourries de sources diverses et variées, et suite à cette volonté de comprendre les disparités sociales traduites sur les territoires, que l'approche théorique est venue conforter mes conclusions.

ET AUJOURD'HUI QU'EST DEVENUE LA GÉOGRAPHIE SOCIALE ?

Je crois que désormais les jeunes chercheurs en géographie sociale possèdent pour les meilleurs d'entre eux des acquis théoriques, que le précis de 1984 contribue, pour une part modeste, à leur apporter. Ce qui balise leurs analyses de terrain et leurs travaux sur des sociétés ou des espaces localisés, mieux que ce que nous pouvions le faire il y a trente ans.

À les lire, je constate un éparpillement des thématiques et des lieux. Ceci peut être considéré comme un enrichissement, ce peut être aussi un aveu de faiblesse. Tout est dans tout et chacun de se réclamer d'une géographie sociale dont on voit mal les tenants et aboutissants.

Ce qui conduit à nous interroger. Avons-nous investi pleinement les champs retenus comme nécessaires en 1984? Avons-nous élargi le nombre et la nature des sources, notamment les domaines occultés en 1984, ou

bien en avons-nous abandonné et, si oui, pourquoi? y a-t-il eu application systématique des méthodes proposées ou bien y a-t-il eu émergence de nouvelles méthodes d'analyse et, si oui, qu'apportent-elles?

C'est autour de ces trois entrées, champs, sources et méthodes, qu'il faut, je pense, réinterroger la géographie sociale.

Avons-nous été assez attentifs à l'émergence des nouveaux questionnements que les évolutions de nos sociétés font naître, et pour y répondre avons-nous su investir les sources et outils nécessaires? Quelle validité faut-il accorder aux divisions statistiques du corps social, héritées de C. Clark dans un monde de plus en plus complexe? Quel sens donner au concept flou des classes moyennes, ou encore à la notion vague et incertaine de cadre? A-t-on inventorié les lieux, les pratiques et les attitudes des différents groupes sociaux, tant les riches que les plus pauvres?

Etre à l'écoute des faits sociaux et saisir à temps l'émergence des nouveaux questionnements devraient être à mon avis le propre de la géographie sociale. S'emparer de ce qui n'est pas encore effet de mode, provoquer des recherches sur des objets jusqu'alors laissés de côté mais qui prennent sens par rapport à nos interrogations épistémologiques, voilà notre originalité. Je prendrai quelques exemples. Lorsque Danièle Rapetti examine les sources fiscales à très grande échelle, rue par rue, et ce, dès les années soixante-dix, alors même que la source est occultée, elle fait de la belle et bonne géographie sociale. Il en est de même lorsque l'équipe de Caen examine les retards scolaires et met en avant des inégalités criantes entre collèges selon leur implantation. Personnellement, je me souviens d'avoir alerté au début des années quatre-vingt, les étudiants du DEA sur l'intérêt de dresser une carte de la diffusion des digicodes des immeubles dans l'agglomération nantaise, première manifestation d'un souci sécuritaire; ou encore d'avoir proposé à une doctorante l'analyse des résidences secondaires possédées par les ménages nantais, en fonction de leur lieu de résidence principale, ce qui ne se pratiquait pas puisque la résidence secondaire s'analysait à partir des stations; ou encore de focaliser la recherche sur l'installation des jeunes agriculteurs, sur ce que l'on savait le moins, c'est-à-dire sur ceux qui n'étaient pas issus du milieu agricole; ou bien de se consacrer aux formes alternatives ou différentes d'agriculture avant que cela

devienne la mode chez les sociologues. Cette quête des questions émergentes me semble être une approche nécessaire en géographie sociale. Aussi faut-il lire les sociologues qui sont mieux armés que nous pour être à l'affût des nouveaux questionnements. À ce jeu Bernard Kayser excellait et il m'a été très profitable de travailler avec lui. C'est ce que j'ai baptisé « les trous noirs » de la connaissance et dont se souviennent les étudiants du DEA de Nantes!

Si l'on en revient au précis de 1984, l'examen des quatre effets mis en avant pour comprendre les configurations sociales demeure d'actualité. Depuis une génération, les sociétés localisées, structurées par des valeurs communes, ont été bousculées et ont éclaté. Où sont les sociétés paysannes enracinées et autonomes d'hier, que sont devenus les forteresses ouvrières, comment mesurer les évolutions des sociétés nomades dotées désormais de nouveaux moyens techniques de déplacement? Pour faire simple l'effet de lieu, souvent combiné à l'effet de classe ou de culture, a été remis en cause, dévalorisé et bouleversé par l'irruption de l'effet de mobilité. Il suffit de constater les effets de l'étalement urbain sur les sociétés rurales et l'apparition d'une sorte de tiers espace entre ville et campagne. Les analyses des mobilités géographiques des ménages, confrontées à des mobilités sociales de plus en plus difficiles puisque l'ascenseur social d'hier ne joue plus son rôle, sont au cœur des interrogations des géographes sociaux d'aujourd'hui. D'où, dans les communications du colloque de Rennes, les constats d'une accentuation des ségrégations sociales, des relégations de groupes de populations, des analyses sur les espaces situés sur les franges urbaines, des recherches sur les types de mobilités. Mais aussi des communications qui apparemment s'éloignent des champs retenus en 1984,

L'examen des titres suggère ainsi des rapprochements avec des aspects de géographie culturelle, ou avec des traits de géographie politique, preuve que les frontières entre les approches géographiques sont artificielles ou ténues et qu'il est peut-être vain de vouloir afficher le terme de social à ce qui est simplement de la bonne géographie des sociétés. C'est ce qui était dit dans la conclusion du manuel de géographie sociale de 1984, l'ambition formulée étant d'aboutir, à terme, à une géographie des sociétés et des espaces sociaux du monde.

Je terminerai par un regret. Que ce soit des géographes professionnels (mais peut-être ont-ils été formés à la géographie sociale?) qui publient l'*atlas des fractures sociales*, et non pas des géographes universitaires reconnus en tant que géographes du social, me peine. C'est la preuve de notre enfermement ou de notre trop faible reconnaissance par la société civile. Il ne faut pas avoir peur de diffuser nos analyses, nos idées et nos conclusions au-delà des cercles universitaires, et donc de nous engager au travers de nos écrits et paroles, tout en nous gardant du militantisme pur et dur, et en conservant une distanciation suffisante. Le propre de la géographie sociale étant par nature d'être en prise sur les faits de société. On peut donc se réjouir des publications qui vont dans ce sens dans la nouvelle collection de « géographie sociale » des Presses universitaires de Rennes. Il lui faut maintenant monter en puissance et investir de nouveaux champs. Il faut aussi occuper les lieux où la géographie sociale a à dire: presse, collectivités locales, conseils de développement des agglomérations et des pays, télévisions locales. Certains le font déjà, je crois que c'est une nécessité si l'on veut exercer une géographie sociale citoyenne. Notre directrice de notre unité nous y a invités, suivons là.